

Rencontre nationale
31 mai 2008
Jacques Fath

Paix, sécurité, développement...
Les nouveaux défis planétaires

Nous sommes devant la nécessité pressante de réinvestir fortement le champ des enjeux internationaux.

Le monde et l'Europe sont devenus les espaces obligés de l'action politique.

Cela nous impose un vrai travail politique collectif.

Il nous faut être capable de «lire» le monde, je veux dire, de le lire tel qu'il est vraiment aujourd'hui, de comprendre le sens des événements dans un contexte complètement différent de ce qu'il fut il y a moins de 20 ans, de définir une vision, une approche politique susceptible de nourrir notre action.

Nous sommes face à 3 questions. La question de l'analyse, celle de l'alternative et celle que j'appellerai, imparfaitement, de l'identité.

1 – La question de l'analyse

Avons-nous une vision correcte du monde d'aujourd'hui ? Et savons-nous vraiment renouveler notre approche ?

Je prends un exemple. On entend très souvent dire, dans les médias, par des spécialistes et y compris par des membres de notre parti, que nous vivons actuellement dans un monde «multipolaire». Par différence avec le monde «bipolaire» d'avant la chute du mur. L'expression «monde bipolaire» était légitime. Les réalités d'alors justifiaient parfaitement une telle formulation puisque l'ensemble des relations internationales, en passant par les affrontements économiques et politiques jusqu'aux mentalités politiques – si l'on peut dire - étaient structurées par l'opposition antagonique de deux blocs politico-militaires, dans un système des

relations internationales stratégiquement stable, cadre de maîtrise de l'ensemble des conflits et affrontements géo-politiques.

L'expression «monde multipolaire» tend, elle, à désigner simplement un monde dans lequel émerge un certain nombre de puissances nouvelles ou en reconstitution (Chine, Inde, Brésil, Russie...). Des puissances qui toutes s'inscrivent de façon volontariste, mais de différentes manières, dans la mondialisation capitaliste. Cette expression, «monde multipolaire» n'explique donc pas grand chose en elle-même sinon qu'il n'y a pas de nouveau système des relations internationales clairement identifiable aujourd'hui. La pauvreté de sens de cette formule signale ainsi l'instabilité, l'incertitude et les rivalités de puissances qui caractérisent les relations internationales actuelles. Il faut en tirer une leçon.

Premièrement, évitons d'utiliser les concepts d'hier pour décrire le monde d'aujourd'hui. Car ce monde là est si profondément différent qu'il faut aussi changer, non pas seulement notre vocabulaire, mais aussi quelque chose comme notre culture politique. Deuxièmement, considérons avec prudence la revendication un peu facile d'un «monde multipolaire». Exigeons bien autre chose qu'un nouvel équilibre des puissances qui n'est ni une possibilité évidente, ni la condition essentielle d'un nouvel ordre dans les relations internationales... Nous savons bien, par exemple, que l'ambition d'un pôle européen ne suffit pas. Et nous ne voulons pas d'une Europe puissance. Il faut une autre finalité, un autre mode de construction et une convergence de forces et de luttes pour y contribuer.

Chers camarades, le monde d'hier, celui de la guerre froide, n'existe plus. Il ne suffit pas de le dire. Il faut l'expliquer et en mesurer les conséquences.

Nous vivons un nouvel état du monde en transformation permanente. Trois facteurs déterminants sont à l'origine de cette mutation.

- 1) la chute du mur comme bouleversement géo-politique et écroulement d'un modèle, d'une autre conception - qui a échoué - de la société et du monde ;
- 2) l'extension de la marchandisation capitaliste et néo-libérale à l'ensemble de la planète, comme une des dimensions structurantes de la mondialisation et de l'affrontement social;
- 3) l'explosion du développement des Nouvelles technologies de l'information et de la communication, comme dimension décisive de cette mondialisation et facteur de transformation profonde des rapports sociaux dans leur globalité.

Ce qui fait ce nouvel état du monde ce n'est donc pas seulement l'écroulement des régimes dits du socialisme réel, mais aussi une mutation profonde du capitalisme et, plus que cela, c'est un véritable changement de civilisation.

Un changement de portée historique qui se nourrit de la crise du capitalisme, qui la pousse, qui se nourrit aussi des aspirations humaines et sociales et qui trouve une sorte de moteur dans ce que l'on appelle la révolution informationnelle.

Dans cette nouvelle phase les contradictions s'exacerbent et tout se transforme : crise économique et financière, crise énergétique, crise écologique, crise politique et institutionnelle, crise sécuritaire et nouvelle forme de la conflictualité et de la guerre, crise de la construction européenne... Ce ne sont pas seulement les rapports de force qui ont changé. Tout a changé : les rapports de puissance, le rapport au travail, le rapport écologique, le rapport à l'éthique.

Ce sont toutes les dimensions de l'action humaine qui sont bouleversées dans ce changement civilisationnel. Il faut souligner, dans ce contexte, l'affirmation de l'unicité du monde. Tous les événements réagissent les uns sur les autres. Ils ont des résonances dans l'ensemble du monde. Les relations internationales ne sont

plus fragmentées. C'est le résultat des grandes transformations issues de la 2^{ème} guerre mondiale, de la fondation des Nations-Unies, d'une mondialisation dans laquelle perce un universalisme... Cette mondialisation ne fait pas tomber les frontières mais elle modifie les rapports aux distances et au temps, elle globalise les enjeux économiques et sociaux...

Et dans ce monde là, la sécurité et la politique étrangère ne se rapportent plus essentiellement à une menace extérieure. Il n'y a plus vraiment de frontière étanche entre sécurité intérieure et sécurité internationale. Ce sont avant tout, en effet, les crises du capitalisme qu'il faut dépasser.

En quelque sorte, il n'y a plus d'extériorité...

Il y a cependant deux types de réponse qui s'affrontent.

Soit une réponse qui mêle les politiques de force, les logiques de guerre, la répression policière, administrative et judiciaire dans des cadres nationaux, européens et internationaux étroitement liés. C'est une politique qui a les faveurs manifestes de la droite française et du gouvernement. C'est une politique qui fait du sécuritaire l'axe principal des politiques étrangères, de sécurité et de défense. C'est la politique dite de guerre contre le terrorisme de George Bush faite à la fois d'unilatéralisme et d'une volonté de resserrer les rangs d'un «camp occidental» et de l'OTAN. Volonté à laquelle répond fortement Nicolas Sarkozy.

Soit une politique qui repose essentiellement sur la réponse aux besoins sociaux, sur la sécurité comme fruit du développement dans toutes ses dimensions, sur la recherche de la paix par le désarmement et la démilitarisation. C'est une conception nouvelle de la sécurité dans tous ses aspects. C'est un guide pour l'action.

Ce constat conduit à deux remarques.

- Premièrement, cette unicité du monde n'éloigne pas mais rapproche des enjeux sociaux et de la vie concrète des gens puisque l'ensemble des enjeux de la paix et de la sécurité deviennent étroitement liés à des questions concrètes comme l'emploi, les revenus, l'éducation... à l'exigence, plus généralement, de la construction de sociétés et d' Etats capables d'assumer un développement humain durable. Mais nous vivons parallèlement le temps d'une responsabilité globale. Il faut agir aussi pour contribuer à changer l'ensemble des relations internationales. Il nous faut donc une politique susceptible d'allier les deux approches.
- Deuxièmement, on voit dans ce contexte à quel point la puissance est moins que jamais synonyme de sécurité, parce qu'elle est une cause directe d'une aggravation des tensions et des conflits et non un moyen pour les solutions nécessaires. Et parce que le problème ne réside plus dans l'existence de l'adversaire, de l'ennemi stratégique, mais dans le système capitaliste lui-même. On comprend donc l'importance qu'il y avait, pour l'administration américaine et ses alliés, à construire l'image d'un nouvel ennemi et de nouvelles menaces, notamment celle du terrorisme et des Etats voyous. Alors que dans le même temps, en écho à la crise du développement et aux inégalités montantes, on a produit, au sein des Nations-Unies, cette notion positive de sécurité humaine afin d'englober les différents aspects du développement et des besoins sociaux dans une approche qui objectivement contredit le sens des politiques néo-impérialistes.
- C'est évidemment en fonction de ces critères essentiels – mais pas seulement - que nous devons porter jugement sur les choix de la France et ceux de l' Union européenne.

2 - La question de l'alternative

C'est évidemment la grande question politique. Les contradictions du nouvel état du monde sont autant de failles, d'espaces possibles d'action pour donner de la crédibilité à la nécessité et à la possibilité de changement. Pour un système ou un ordre international de paix fondé sur l'exigence du respect du droit et de références éthiques universelles, sur des institutions légitimes et sur une sécurité démilitarisée.

La possibilité d'avancer et de gagner sur l'exigence de transformations sociales et dans les relations internationales n'a probablement jamais été si forte. Il n'y a plus «d'échappatoire», si l'on peut dire, pour le capitalisme. C'est bien son système qui est en cause. Et ses modes de gestion, ses politiques d'exploitation et de domination touchent à des limites, conduisent à des impasses.

On voit les résistances sociales, le rejet des politiques néo-libérales, une certaine montée de luttes sociales, l'affirmation d'une convergence de luttes en Europe.

On voit un nouveau rapport Nord/Sud en gestation.

Un continent latino-américain qui s'engage dans des expériences de gauche diversifiées, contestant la domination des Etats-Unis et les politiques d'ajustement structurel de régression sociale...

Des pays d'Afrique qui mettent en cause l' Union européenne et sa politique dite de coopération au développement mais fondée sur l'installation de zones de libre-échange très néo-libérales.

Un échec du partenariat euro-méditerranéen et la mise en difficulté du projet d'union de N.Sarkozy. Un projet inadapté aux attentes et aux enjeux.

Un fiasco de la stratégie américaine: échec de la politique du Grand Moyen-Orient, échec en Irak et face à l'Iran, impasse dans le conflit du Proche-Orient, isolement en Amérique latine, mais aussi montée de puissances autonomes et rivales comme la Chine...Le cas de la Chine devant faire l'objet d'une réflexion spécifique.

Mais attention, les difficultés et les contradictions que rencontrent les Etats-Unis témoignent de la complexité des rapports de force mais ne dessinent pas une issue à elles seules. Il ne faut pas confondre les contradictions de puissances avec l'expression de résistances populaires et des recherches d'alternative.

L'Américain Francis Fukuyama, en dissertant sur «la fin de l'histoire» avait traduit l'illusion, qu'après la chute du mur, le capitalisme l'aurait finalement emporté. Par la «fin de l'histoire», il ne veut pas dire la fin des événements ou du cours de l'histoire mais la fin du débat, de la confrontation politique sur l'alternative au capitalisme, à la marchandisation et au libéralisme.

Ce fut une thèse idéologique de combat pour empêcher le débat sur l'alternative et une espérance de révolution sociale et de mise en cause des politiques de domination. Mais en vérité le débat est plus ouvert que jamais.

Ce débat a besoin de lucidité et d'ambition.

Lucidité sur l'échec systémique du socialisme réel. Est-ce que nous en mesurons bien tous les effets ? L'écroulement d'un modèle n'appelait-il pas, avec lui, la définition d'un nouveau projet communiste ? Et certainement, une nouvelle vision du monde prenant en compte le changement de civilisation en cours. C'est notre problème.

Lucidité aussi sur les causes des victoires de forces de droites ultra-libérales, réactionnaires et populistes.

Ambition sur le niveau et le contenu des réponses nécessaires.

L'échec des gestions social-démocrates aussi ne montre-t-il pas à quel point, à l' Ouest comme à l' Est, l'étatisme, le productivisme, la carence démocratique (il ne s'agit pas seulement des Droits de l'Homme) mais aussi les politiques de puissances ont été en décalage profond avec les attentes sociales, les exigences du développement humain durable, le besoin d'une sécurité multidimensionnelle, le besoin d'une paix qui soit, moins que jamais l'absence de guerre, mais l'effort permanent pour bâtir des sociétés et un monde vivables, pour construire les conditions économiques, politiques, sociales, institutionnelles de la sécurité?

La paix n'est plus , en effet, le seul résultat de la baisse des tensions internationales, du désarmement stratégique et de la résolution des conflits. C'est maintenant une construction sociale qui allie l'exigence démocratique, le développement dans toutes ses dimensions, la démilitarisation des relations internationales, la prévention, la non-prolifération et le désarmement. Celui-ci doit viser tous les types d'armes, du nucléaire aux armes conventionnelles jusqu'aux armes légères (600 millions dans le monde) qui produisent l'essentiel des victimes, en particulier civiles. La question de la paix, comme enjeu de lutte politique, a donc changé de nature mais pas d'importance. Les dépenses militaires ont en effet dépassé les 1200 milliards de dollars en 2006, soit le chiffre atteint en 1985, année record de la période de guerre froide. Et les crises du Moyen-Orient, où s'exerce essentiellement la logique de force des Etats-Unis et de ses alliés, notamment la France, font peser sur les relations internationales des dangers de déstabilisations majeures. La question de Palestine est une condition essentielle d'une paix durable pour l'ensemble des peuples et d'une sécurité pour tous. C'est aussi la symbolique même de la conception qu'on se fait de la justice et du droit dans le monde d'aujourd'hui. C'est une grande urgence

des relations internationales et une grande honte pour ce qu'on appelle la «Communauté internationale».

Les stratégies mises en œuvre les politiques conduites sont productrices d'instabilité et d'insécurité permanentes dans tous les domaines. Elles ne correspondent qu'à l'intérêt de minorités sociales étroites. Elles sont de plus en plus mises en cause... Mais comment contribuer à traduire ces contradictions et ces rejets en des formes de convergences politiques et de constructions alternatives?

Il faut sortir d'une situation où l'international reste encore largement le privilège et l'intérêt des classes dominantes et l'espace exclusif des politiques de dominations et de guerre. L'altermondialisme a d'ailleurs bien traduit à sa façon, et dans ses limites, ce besoin de construction politique pour changer le monde en partant du rejet grandissant des politiques néo-libérales, de la guerre et des dominations.

Naturellement, l'histoire du Mouvement communiste international est terminée et depuis assez longtemps. Et la classe ouvrière n'est plus la seule à chercher à ouvrir le champ universel du combat d'émancipation.

Un internationalisme de notre époque revêt donc nécessairement un sens profondément différent. Il s'agit aujourd'hui de construire ensemble des perspectives politiques, des réponses concrètes, des actions communes ou convergentes. Et même davantage en Europe où il s'agit rien moins que d'élaborer des politiques communes dans des cadres institutionnels et politiques communs. Nous avons besoin d'un internationalisme de nouvelle génération avec l'ensemble des forces politiques et sociales capables dans leur diversité de traduire les rassemblements nécessaires contre toutes les dominations. (Initiative sur un nouvel internationalisme les 15 et 16 novembre).

3 - La question de l'identité

L'usage du mot identité est toujours délicat. Je ne désigne pas un fait de nature mais une construction politique.

On peut poser autrement la question et s'interroger : comment et pourquoi être une force, un parti communiste dans le monde actuel ? Qu'est-ce que le choix communiste dans ce nouvel état du monde ? Je le définirai comme un choix éthique, un choix de classe et un choix de civilisation.

Un choix éthique car la politique est selon nous un mode d'action fondé sur des valeurs humaines universelles. Ce n'est pas seulement un rapport de forces. Et, parce qu'il s'agit de valeurs humaines, l'exigence démocratique fondamentale, qui doit exprimer ces valeurs, ne peut que structurer ce choix éthique. C'est aussi un combat sur l'enjeu de la dignité humaine. Lorsque cette dignité est gravement bafouée par les Etats-Unis dans les prisons d'Abou Ghraïb, de Guantanamo ou dans le refus d'interdire certaines formes de torture ... on voit comment les politiques de puissances produisent des crimes et des dérives inacceptables.

Mais attention, les communistes ne sont heureusement pas les seuls à vouloir vivre la politique ainsi. Et les valeurs sont souvent instrumentalisées - souvent au nom d'une religion- par toutes sortes de forces extrémistes ou intégristes. Enfin, l'éthique est une exigence que le capitalisme lui-même cherche à récupérer (on parle de fonds éthiques, de moralisation du capitalisme...). L'enjeu n'est pas un capitalisme plus ou moins moralisé mais un monde de justice, d'égalité, de liberté, de paix... La réalisation de ces valeurs a besoin de cadres institutionnels légitimes, c'est ce que l'on appelle le multilatéralisme au sens de la Charte des Nations-Unies pour résoudre collectivement et dans l'égalité, les problèmes communs. C'est à l'ONU de dire le droit et de porter la légitimité de l'action internationale notamment militaire.

Un choix de classe car le communisme est évidemment la recherche du dépassement pour leur élimination de toutes les formes d'exploitation, de domination et de prédation. Sur le plan international c'est la mise en cause de toutes les politiques institutions, mécanismes économiques et financiers qui structurent les dominations: l' OMC, le FMI, la Banque mondiale, le G8, mais aussi les formes de l'ajustement structurel néo-libéral ou encore l'instrumentalisation de l' ONU dont la vocation universelle doit être préservée et valorisée dans une démocratisation d'ensemble.

Avec les évolutions intervenues depuis les années 70, l'émergence de nouvelles puissances, une certaine croissance... l'opposition Nord/Sud et la réalité d'un tiers monde globalement en voie de développement ne sont plus d'actualité. En tous les cas pas de la même manière. Mais la marginalisation de centaines de millions d'individus, l'extrême pauvreté et la dépendance persistent pour de nombreux pays.

Le problème est tellement aigu, et il y a un tel manque à gagner en termes de profits pour les multinationales et le capital privé dans une telle situation que les institutions financières ont infléchi leur politique au début des années 2000. Et les Nations-Unies, de leur côté, ont lancé les Objectifs du Millénaire pour le développement, contre la pauvreté. Mais ces là objectifs ne seront pas atteints. Un milliards d'êtres humains vont encore rester en marge de ce qu'on appelle le développement quand ils ne sont pas les premières victimes désignées dans des Etats en déliquescence ou dans des catastrophes dites «naturelles», révélatrices des vulnérabilités et de l'insécurité sociales qui les frappent. La crise agricole et alimentaire qui vient d'exploser témoigne de la profondeur des problèmes et de la communauté d'intérêt des peuples au Nord comme au Sud. Au delà des appels nécessaires au développement de l'agriculture ce sont bien les mécanismes qui ont conduit à cette

crise d'ensemble d'un mode de «développement» et de croissance qui doivent être mis en cause. Nous sommes bien dans l'unicité d'un monde face à ses crises et face à des exigences nouvelles de solidarités.

Un choix de civilisation, enfin, car à travers les confrontations politiques sur les enjeux mondiaux on voit bien que ce n'est pas seulement les intérêts d'une classe ou de certaines couches sociales qui sont en cause. C'est de l' Humanité dans son ensemble dont il s'agit. Les questions de la démocratie, de l'écologie, du climat, de l'usage des technologies, de la pauvreté et du développement, du désarmement et de la sécurité... toutes ces questions sont devenues celles du devenir du monde et de l' Humanité. Elles rappellent à la fois l'urgence de réponses concrètes immédiates, de régulations et de grandes réformes, la nécessité de ruptures qui portent sur le système lui-même, sur ses mécanismes et ses modes de gestion. Elles rappellent en même temps les enseignements et le sens de l'échec des régimes de l'est et l'importance qu'il faut accorder aux changements de portée civilisationnelle que ces régimes n'ont pu engager.

Prenons aussi en compte certaines évolutions significatives très actuelles comme l'affirmation d'un besoin nouveau d' Etat. Il ne s'agit certainement pas d'accompagner ou alimenter une montée préoccupante de nationalisme, de populismes, de protectionnismes, comme autant de réponses réactionnaires à la crise. Une alternative de portée civilisationnelle est incompatible avec ces dérives de régression.

Mais relevons en revanche que ce besoin d'Etat, qui accompagne d'ailleurs un certain retour de la notion de progrès (question complexe) traduit une exigence nouvelle de maîtrise collective de l'avenir, une attente de réponses politiques avec des contenus à la hauteur des enjeux et des besoins, et une conscience politique peut être plus nette que la société et le monde sont concrètement... perfectibles.

Il s'agit, bien sûr, d'un autre rôle de l'Etat, des politiques et des pouvoirs publics. Un autre rôle des souverainetés et de l'Europe dans ce contexte international d'incertitudes et d'instabilité qui nourrit les peurs et le besoin légitime de sécurité. N'y a-t-il pas là quelques signes des reculs possibles, mais encore difficiles, de la fatalité de la crise et des choix prédominants du capitalisme ?